

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE ?

Conformément à notre option de base, les objectifs de politique industrielle seront d'abord *subordonnés aux objectifs de la politique générale de l'informatique et des communications* : ceux-ci devront être démocratiquement élaborés et choisis ; ils ne peuvent être fixés dès à présent.

Nous pouvons néanmoins donner quelques axes de réflexion :

Dans le cadre d'une politique générale conforme au projet socialiste, reconquête de l'identité et de la culture française, création d'un pôle socialiste en Europe de l'Ouest, coopération avec le tiers-monde, décentralisation des pouvoirs en France, organisation des loisirs, les premiers objectifs de la politique industrielle de l'électronique pourraient être les suivants :

Maitrise des réseaux d'information

Il ne s'agit pas ici d'une quelconque maîtrise de l'Etat sur le contenu de l'information qui, conformément au projet socialiste, sera évitée grâce à la mise en place d'un service public indépendant et pluraliste, mais bien de garantir l'existence sur le territoire national des sources d'information (bases de données en particulier), le libre accès à ces sources, et de protéger les transmissions d'informations contre l'indiscrétion et la malveillance. Cet objectif suppose en particulier le maintien et même le renforcement du *monopole technique des Télécommunications* sur l'ensemble des infrastructures empruntant le domaine public, émissions hertziennes comprises (avec concessions possibles, dans le cadre du service public, pour des moyens limités du genre émetteurs radiophoniques locaux).

Maitrise des conséquences sur l'emploi

La planification de l'informatisation devra tenir compte des retombées sur l'emploi. Par exemple, une priorité particulière pourrait être donnée aux équipements de *robotique* qui permettent de supprimer des postes de travail

pénibles, tout en accroissant fortement la productivité alors qu'un rythme différent pourrait être donné au *développement de la bureaucratie* chaque fois qu'il n'aurait comme conséquence que de réduire très fortement le nombre d'emplois tertiaires, sans augmentation notable de la compétitivité des entreprises (sauf si l'on considère comme la CNPF qu'il est « rentable » de pouvoir disposer d'équipements automatiques permettant d'atténuer les effets de la grève !).

Maitrise des technologies de base

Maitriser les technologies, cela veut dire *développer la recherche*, en doublant ou en triplant les crédits qui y sont actuellement consacrés (logiciels, composants, etc.), mais cela veut dire aussi, dans un secteur dominé par d'énormes sociétés multinationales qui imposent leurs produits grâce à la division internationale du travail, savoir fabriquer en très grande série : *la maîtrise des technologies doit être intégrée dans une stratégie de développement de nouveaux produits*.

A terme : la solution européenne

La filière électronique présente deux nécessités apparemment contradictoires : d'une part, il faut une stratégie fortement affirmée, avec de gros moyens et des choix clairs, constants dans le temps, donc une certaine concentration du pouvoir et des entreprises ; d'autre part, une grande souplesse d'adaptation à une évolution technique parfois très rapide.

Au plan industriel, l'ampleur du problème posé par la puissance des grands groupes multinationaux fait tout de suite penser à l'opportunité d'une *solution européenne*. Et il est vrai qu'à terme, c'est bien vers une coopération à ce niveau qu'il sera indispensable de tendre.

Mais nous devons prendre acte du fait que, malgré quelques tentatives (cf. par exemple les accords UNIDATA pour l'informatique), il semble n'exister aujourd'hui aucune volonté européenne commune pour combattre la

prééminence américano-japonaise. Cette situation s'explique dans la mesure où, contrairement à la France, dans d'autres pays européens, une unification technico-économique de l'électronique s'est déjà réalisée autour d'un groupe prépondérant de caractère multinational (Siemens, Philips...) qui s'estime donc capable de relever les défis américains et japonais (ce qui reste d'ailleurs à prouver) dans le cadre d'une stratégie mondiale.

Dans l'immédiat : maîtriser la technologie et le marché intérieur

Il nous est, dans ces conditions, nécessaire de *définir une stratégie industrielle nationale* reposant sur la *double maîtrise de la technologie et du marché intérieur*, ne serait-ce que pour pouvoir discuter dans de bonnes conditions avec nos partenaires européens.

Dans la situation française actuelle, les PTT sont sans doute les seuls à pouvoir fournir les moyens financiers et, pour une partie du secteur, un marché intérieur soustrait à la concurrence internationale. Au delà du *téléphone, qui reste au plan international le marché principal* et pour lequel nous devons donc largement développer nos positions, au-delà des télécommunications classiques, et des satellites, d'autres projets sont possibles et pourraient être retenus, après *un débat démocratique en ait décidé le principe et fixé les conditions politiques*, par exemple : l'*annuaire électronique et Télétel*, c'est-à-dire des réseaux servant à la fois à distribuer les programmes de télévision, à accéder à une vidéothèque, à l'enseignement, à l'information et à la démocratie locale (interventions en retour).

Ces deux projets correspondent à des volumes de production considérables et pourraient être intégrés à une stratégie industrielle d'ensemble.

Mais il faut répéter qu'avant toute décision de ce genre, une dialectique entre politique industrielle et politique générale de l'information et des communications est absolument indispensable, ne serait-ce, par exemple, que pour *analyser les retombées éventuelles sur les médias classiques tels que la presse écrite*, et ne prendre de décisions qu'en pleine connaissance de cause, après *un débat démocratique approfondi*.

Une gamme complète de produits

En ce qui concerne l'informatique proprement dit (les ordinateurs), l'évolution actuelle de la technologie et des marchés nous conduit à prendre pour objectif le développement d'une

gamme complète de produits, allant du mini au très gros ordinateur. Cette option rend très souhaitable la mise en œuvre rapide d'une coopération européenne au niveau de ce sous-secteur.

Reste le domaine le plus important sans doute, celui des composants électroniques, et en particulier des circuits intégrés. L'actuelle pagaille administrative et industrielle doit faire place à une planification industrielle exemplaire. L'achat direct de technologies étrangères, tel qu'il est actuellement systématisé dans le domaine prioritaire et pour lequel les moyens en hommes sont provisoirement insuffisants, pendant qu'une politique de formation et de conversion sera mise en place.

A noter l'existence de technologies critiques dont la maîtrise est indispensable, même si elles ne sont pas, au plan d'un pays de la dimension de la France, toujours rentables au sens capitaliste du terme : elles devront rester entre les mains soit des laboratoires de recherche publics, soit des entreprises nationalisées du secteur pour que le contrôle soit mieux assuré. Ces technologies concernent aussi bien les machines (fabrication et tests des circuits intégrés) que les logiciels (banques de données, conception assistée par ordinateur, etc.).

La recherche devra être planifiée en s'articulant autour de quelques pôles de recherche publics et de quelques localisations régionales ; par exemple : des structures mixtes du genre C.N.E.T., C.N.R.S., C.N.E.T.-T.D.F., C.N.E.T.-I.R.I.A., C.N.E.T.-L.E.T.I. (pour tenir compte du poids majeur des Télécommunications), afin de constituer des centres publics spécialisés respectivement dans les automatismes (Toulouse), les techniques audiovisuelles et la bureautique (Rennes), les circuits intégrés (Grenoble), les groupes nationalisés étant conviés à constituer un de leurs pôles industriels et de recherche au voisinage de ces villes.

Des nationalisations indispensables

Lorsqu'on étudie l'ensemble des problèmes relatifs à la politique industrielle, une conclusion s'impose : le retard accumulé, l'absence de stratégie nationale des groupes privés français du secteur, l'absence de contrôle sur les financements par l'Etat, l'ambition extrême qui doit être la nôtre si nous voulons éviter d'être balayés par les grandes sociétés multinationales, et même seulement dans un premier temps reconquérir et consolider notre marché intérieur, nous conduisent à proposer les nationalisations des grands groupes concernés : Thomson, C.G.E., Saint-Gobain (C.I.I.-H.B.), Dassault, I.T.T., déjà prévues par le programme commun, ainsi que celle

d'une partie du groupe Matra (espace, armements), à l'exclusion d'entreprises participant à la production du « contenu » telle Hachette.

Les nationalisations doivent absolument réussir dans des délais courts ; elles doivent donc être à la fois ambitieuses et réalistes.

Ambitieuses, car elles concernent d'un coup les quatre groupes français dominants du secteur, étant bien entendu qu'il subsistera un secteur privé concurrentiel, ne serait-ce qu'avec G 3 S et les filiales françaises d'I.B.M. et de Philips.

Les nationalisations seront également ambitieuses par les objectifs de politique industrielle, que seule une industrie nationale peut réaliser : reprendre la maîtrise commerciale et technologique du marché français, tout en prenant position à l'étranger pour les batailles futures ; maîtriser l'emploi, en créant des emplois nouveaux dans le secteur, mais aussi en contribuant à la planification de l'emploi et à la réduction de la durée du travail dans les autres secteurs.

Des nationalisations réalistes

Mais en même temps, pour réussir, les nationalisations doivent rester réalistes : toute opération de restructuration profonde demande des années pour entrer dans les faits et désorganise les entreprises concernées. C'est pourquoi l'opération devra être organi-

sée autour de la principale entreprise concernée de chacun des quatre groupes, en particulier Thomson-C.S.F., C.I.T.-Alcatel et C.I.I.-H.B. Les rectifications de frontière entre ces groupes, et d'autres, devront être réduites à l'essentiel. Les équipes représentatives des nouveaux groupes présenteront un avant-projet de plan précisant les priorités retenues par le groupe et les moyens dont il dispose ou qu'il compte réaffecter sur ces priorités : par exemple, l'électronique militaire pour Thomson-C.S.F., les télécommunications et la télématique pour C.I.T.-Alcatel, la grande et moyenne informatique pour C.I.I.-H.B., l'espace et les satellites pour Matra, etc. Un groupe « chef de file » sera retenu dans les cas de concurrence, et notamment pour les circuits intégrés.

L'importance des nationalisations prévues ne doit pas faire oublier le rôle des entreprises du secteur privé. Quelles que soient les procédures prévues sur un plan général pour la participation de ces entreprises à l'exécution du Plan, les financements, la sous-traitance, etc., elles pourront poser leur candidature pour participer à toutes les opérations d'ensemble avec une seule restriction : elles ne seront pas, en principe, retenues comme « chef de file » et devront, comme les autres, se soumettre à un contrôle a posteriori.

Des composants à l'audio-visuel

Le vaste secteur industriel de l'électronique, de l'informatique et des communications est en pleine unification technique, pour constituer la « filière électronique » des composants à l'audiovisuel.

La maîtrise du secteur est une des clés de l'indépendance nationale : elle va de la maîtrise des technologies de base à celle des réseaux et des banques de données.

Une politique globale de l'information et de la communication est indispensable, devant les conséquences sociales, culturelles et politiques qu'entraînent les progrès techniques accélérés.

La politique industrielle sera le levier essentiel de cette politique globale. Elle ne peut en être artificiellement séparée. Cette nécessité sera traduite, d'une manière ou d'une autre, par des structures gouvernementales, coordonnant l'informatique, l'électronique et les P.T.T. (...)

Enfin, parallèlement à cet effort national, il sera nécessaire de prendre en compte la dimension internationale du secteur. A terme, pour résister aux pressions américaines et japonaises, c'est une politique européenne de grande ampleur qu'il faudra définir et mettre en œuvre.

11 février 1981

extrait d'un texte du Bureau exécutif du P.S.

Nationalisations

« La nationalisation s'accompagnera de restructurations. Elles seront conduites dans un souci d'efficacité économique. Chaque grande entreprise recevra une mission de développement d'une branche de production (grands et moyens ordinateurs, télématique, électronique professionnelle, péri-informatique).

Dans les entreprises publiques, l'autonomie de gestion sera totale. La direction de l'entreprise sera assurée par un conseil d'administration où siégeront des représentants de l'Etat, des représentants élus du personnel et des représentants des usagers. Ces derniers seront donc associés aux décisions de gestion des entreprises du secteur Informatique Télématique comme ils le seront à l'élaboration démocratique du plan. Ces dispositions garantiront la prise en compte des légitimes préoccupations des usagers. »

(François Mitterrand)
« Informatique et Gestion »
avril 81